

Coupe du monde 2026 Le dossier du Maroc au scanner

Infrastructures, prévisions de recettes, investissements financiers, etc. Tout savoir sur la candidature du Maroc

Page 14 - 15

Electricité Eneo, encore là pour 10 ans

La filiale du Britannique Actis a annoncé la prorogation de sa concession au Cameroun par une note émise le 14 juin dernier au sein de l'entreprise.

Page 11

Bourses La Chine offre des opportunités d'études

Consultez nos pages hebdomadaires d'offres boursières.

Page 16 - 17

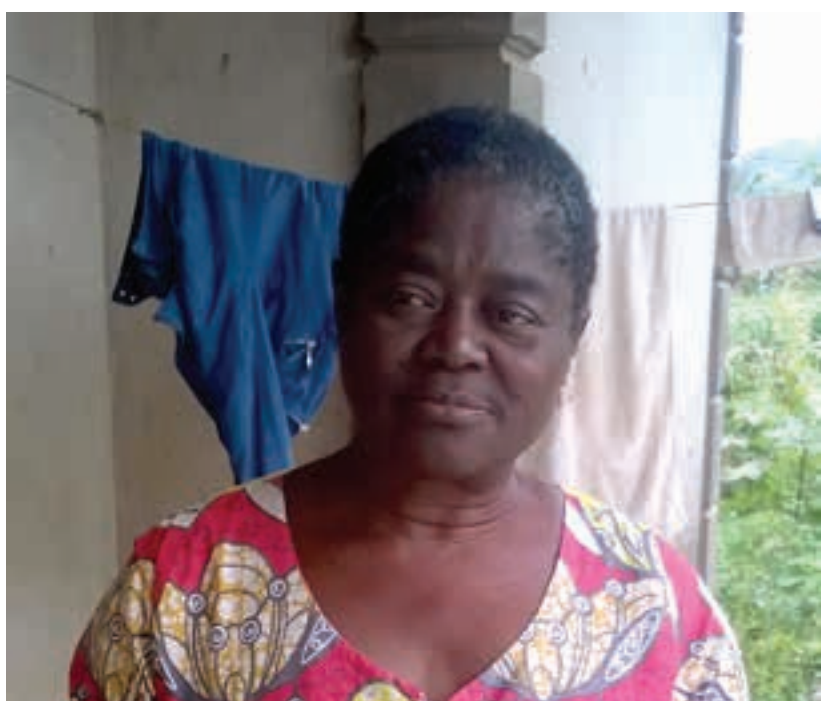
Offres d'emploi et annonces classées

Page 18 et 19

Cameroun

Diplomatie, Grand corps malade

Page 4 - 7



Témoignage

« J'ai souffert 32 ans durant à cause d'un goître sans le savoir »

Cette sexagénaire a passé plusieurs années de sa vie sur un lit de malade. Elle a même perdu son emploi.

Page 2

Marie-Louise Atangana

« J’ai souffert 32 ans durant à cause d’un goître sans le savoir »

Cette sexagénaire a passé plusieurs années de sa vie sur un lit de malade. Elle a même perdu son emploi.

Par **Josépha Bindélé**

Une vie jusqu’ici paisible et heureuse, car le tableau de sa vie avant la maladie faisait forcément des envieux : mariée à 24 ans, elle donne naissance à sa première fille la même année. Et l’année suivante, elle commence à travailler comme enseignante d’histoire et géographie au lycée général Leclerc de Yaoundé. Nous sommes alors en 1977 et le temps semble s’être arrêté pour Marie-Louise Atangana, qui savoure les délices de la vie.

Mais cette belle peinture ne durera que jusqu’au mois de décembre 1979. Tout bascule alors en une journée comme un château de cartes qui s’écroule. Marie-Louise se rappelle qu’un après-midi, alors qu’elle faisait ses emplettes dans un magasin de la ville de Yaoundé, elle a commencé à ressentir que ses membres supérieurs et inférieurs perdaient leur sensibilité petit à petit. « Ce sont des sensations qui font peur, mais heureusement pour moi, je n’étais pas seule ce jour-là », raconte Marie-Louise,

plus de 30 ans après les faits. Elle se souvient qu’on l’a rapidement conduite dans une clinique. Pendant trois jours, elle est prise en charge pour un accès palustre. Mais elle ne recouvre pas la santé. Elle est alors référée à l’hôpital Militaire de la ville où on lui diagnostique à nouveau un paludisme. Marie-Louise reçoit un autre traitement sans soulagement une fois encore. Pour ne rien arranger, les symptômes se diversifient mettant cette femme dans un état d’incapacité totale. Marie-Louise ne peut plus continuer d’enseigner. Elle va être contrainte à abandonner les salles de classe pendant une très longue période. Cette longue absence va lui valoir d’être déflatée quelques années plus tard. « Je vivais un enfer. J’avais des étouffements et de violents maux de tête. Mais ce qui m’incommodait le plus c’était cette constante sensation de froid au point où j’étais obligée de mettre une lampe tempête sous mon kaba pour y remédier », se souvient-elle. La quête de guérison la conduit ensuite vers un autre hôpital où, contre toute attente, ce n’est plus le

paludisme qu’il faut soigner, mais le manque de calcium. Ce nouveau diagnostic lui apporte beaucoup d’espoir, elle s’empresse alors de suivre la prescription du médecin. « En plus des médicaments, je mangeais du bouillon de crabe presque tous les jours pour vaincre ce manque de calcium », raconte Marie-Louise.

Examens

Mais l’action des médicaments et du bouillon de crabe s’est soldée par un nouvel échec. Ce qui a laissé pantois le médecin traitant, et même ses collègues qui suivaient de près ou de loin cette patiente atypique. Ils étaient d’autant plus interloqués que la batterie d’examens qu’ils avaient prescrits s’étaient avérés tous négatifs.

Exaspérée et ne sachant plus à quel saint se vouer, la famille décide alors d’aller chercher le salut ailleurs. D’autant plus qu’elle commençait à soupçonner un mal mystique. C’est le début d’une longue tournée dans les maisons de tradipraticiens. « J’ai rencontré en tout 45 tradipraticiens sans pour autant recouvrer la guérison », fait-elle savoir un brin amusé.

Le coup de grâce intervient en 1990. Cette année-là, elle reçoit



la visite d’une ancienne amie de fac. Cette dernière observe une rondeur au niveau de son cou. Marie-Louise se rappelle : « elle m’a tendue le miroir pour que j’observe par moi-même la rondeur que j’avais au niveau du cou ».

Elle s’empresse alors de retourner voir un médecin. Après quelques examens au centre Pasteur de Yaoundé, ce dernier découvre que la patiente a un « goître plongeant à l’intérieur ». Cette fois, les médicaments vont lui apporter une accalmie. Sauf que la boule va prendre de l’ampleur.

Elle ne peut se faire opérer, faute de moyens financiers.

La salutaire opération finit par se faire en 2011 à la clinique Fouda à Yaoundé. La boule, qui avait déjà accouchée d’une autre, est finalement ôtée au moment de l’opération. Après 32 ans de souffrance, les ténèbres ont fini par laisser place à la lumière.

Tout savoir sur le goître

Source : [Le Journal des femmes](#)

C’est quoi le goître

Le goître correspond à l’augmentation de volume de la thyroïde. La thyroïde est une glande endocrine en forme de papillon située à la partie antérieure du cou qui assure la sécrétion des hormones thyroïdiennes. Ces dernières exercent un rôle régulateur au sein de l’organisme, notamment au niveau de la croissance, d’activation du métabolisme, entre autres.

Les symptômes

La présence d’un goître est visible à un stade avancé. Il est donc

observable et facilement identifiable. Les signes seront, en premier lieu un gonflement de la partie basse du cou. Ce gonflement peut provoquer, par compression des organes voisins, une gêne respiratoire, une difficulté à avaler (dysphagie) ainsi que des troubles de la voix, etc.

Diagnostic

Le diagnostic est posé suite à l’observation et à la palpation du cou. Le médecin va ensuite prescrire des examens complémentaires afin

de le confirmer et d’en rechercher la cause. Une scintigraphie et une échographie thyroïdiennes seront effectuées. Le dosage sanguin des hormones thyroïdiennes est réalisé au cours de ce bilan. Le dosage sanguin d’anticorps pouvant évoquer une maladie auto-immune est également effectué, comme celui des anti-Tpo, marqueurs les plus signifiants de l’auto-immunité thyroïdienne.

Traitement

Le traitement va dépendre de l’origine de la formation du goître. Il peut donc consister en l’administration

de l’iode afin de pallier la carence et ainsi réamorcer la synthèse des hormones si une carence iodée est en cause ; un traitement par des antithyroïdiens de synthèse en cas d’excès de sécrétion ; parfois, un traitement plus radical avec utilisation d’iode radioactif pour détruire une partie de la glande hypersécrétante ; une ablation partielle ou totale de la glande thyroïde (thyroïdectomie) dans certaines hyperthyroïdies ; enfin, des traitements substitutifs (hormones de synthèse), en cas de défaut de synthèse des hormones thyroïdiennes.

Editorial

Par Michel Nga Atangana

Couper la tête de l'hydre

Comme pour chaque vidéo postée par Boko Haram, celle qui montre des soudards de la secte en prière pendant la célébration du ramadan sous l'œil vigilant de deux hommes en armes qui veillent au grain, est très vite devenue virale au Nigeria. Et même au-delà des frontières de ce pays qui abrite, malgré lui, la base arrière de la secte comme un homme porteur d'un mauvais virus.

Pour Abubakar Shekau et ses hommes, cette vidéo n'est rien de moins qu'une preuve de ce que la secte n'est pas morte. Et qu'elle a même gardé son pouvoir de nuisance. Un message que Shekau envoie en réalité aux pays qui forment la coalition qui mène la guerre à ses troupes dans un cul-de-sac lové entre le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun.

C'est donc clair pour Shekau : la guerre continue. Malgré les nombreux coups que la coalition a porté à ses hommes. A Yaoundé comme à Abuja, on avait même fini par acter la mort de la secte. L'opinion n'attendait plus que l'arrestation de Shekau pour sortir les verres. Sauf qu'il y a eu cette vidéo et les nombreux attentats-kamikazes des derniers mois. Le dernier en date a tué plus de 30 civils dans une localité de l'Etat du Borno dans le nord-est du Nigeria. Pour bien confirmer que Boko Haram a en effet gardé

son pouvoir de nuisance, un journaliste nigérian, spécialiste du terrorisme islamique, écrit : « malgré les déclarations répétées du gouvernement selon lesquelles Boko Haram avait été défait, la secte continue de faire des ravages parmi les civils ».

« Satan is back », pour reprendre l'expression d'un confrère français. Les bombes humaines de Shekau ont repris du service. Car comme un hydre, qui a la particularité que ses membres repoussent toujours, Boko Haram a encaissé les coups et malheureusement pour nous, il est à nouveau capable de hanter le quotidien des populations innocentes.

Il faut donc faire la peau à l'hydre islamique, selon le souhait formulé par le président français Emmanuel Macron. En réalité, il faut couper la tête de l'hydre pour que ses membres amputés arrêtent de repousser. Comment la coalition va arriver à le faire ? C'est là toute la question. Chacun y va de son idée. Ma préférée est celle d'un universitaire camerounais, qui explique qu'une guerre qui atteint cette ampleur ne peut être qu'une guerre d'Etats. En d'autres termes, Shekau ne peut pas financer une telle guerre sans de puissants soutiens financiers. Sans ce soutien, l'hydre va certainement mourir.



« L'ethno-fascisme nous fera échouer. Car c'est l'ethno-fascisme qui tue l'opposition camerounaise où une ethnie cherche à prendre le pouvoir pendant que dans le régime Biya-Rdpc, toutes les ethnies se donnent la main ».

Abel Elimbi Lobè, acteur politique

« Je n'ai ni villa, ni voiture de luxe, ni compte bancaire garni. Mais ce qui me donne les insomnies depuis quelques temps, c'est la situation dans notre 'zone Anglophone !!!'. Il y'a des moments où je me lève en pleine nuit et prie pour la paix, si précieuse à mon Cameroun ! »

Annie Anzouer, Artiste



« Dans 30 ans, si nous ne faisons pas ce qu'il faut, ce sont 20 millions d'Africains qui chercheront à venir s'installer en Europe. Leur fera-t-on la guerre ? Développer l'Afrique est de l'intérêt des Européens au moins autant que des Africains ».

Jacques Attali

« Un Lycée Kamdem Ninyim à Bafoussam, un Lycée Emmanuel Endeley à Buea, une université John Ngu Foncha à Bamenda, une autre Douala Manga Bell à Douala, une place Um Nyobe à Yaoundé, etc. ça peut gêner ? »

Manassé Aboya Endong, universitaire

SAGESSE

Dans les épreuves décisives on ne franchit correctement l'obstacle que de face.

François Mitterrand

Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, mais c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles.

Katherine Pancol

SONDAGE

Le plan Marshal du Sud-Ouest et du Nord-Ouest lancé par Paul Biya a t-il une chance de réussir ?

Répondez

par téléphone : 699 703 025

par courriel : journal60minutes@gmail.com

France - Afrique

Paul Biya perd la main

Par Michel Nga Atangana

Le président camerounais n'a plus de cote auprès du nouveau président français. Une situation qui profite à d'autres chefs d'Etat africains.

Quand Emmanuel Macron parle de la nouvelle politique de la France sur le continent, le président français joue de sémantique : « la France a une politique extérieure, pas une politique africaine ». Et pour bien expliquer que le temps des barbouzes du réseau Françafrique est révolu, il crée à grands renforts de publicité le Conseil présidentiel pour l'Afrique (Cpa), pour « comprendre la façon dont l'action française est perçue », comme l'explique Jules-Armand Aniambossou, le coordonnateur de cette institution. Il ne fait donc plus aucun doute que Macron veut dépoussiérer les relations entre la France et l'Afrique. Il veut débarrasser ces relations de leurs oripeaux.

Après une année passée à l'Elysée, le fondateur du mouvement En Marche ! S'est attaqué à ces oripeaux de la Françafrique en faisant la promotion de ce qu'il considère comme l'Afrique qui bouge. Macron

ne se fait pas prier pour recevoir les hommes qui incarnent cette Afrique qu'il promet. En mai dernier, il a presque présenté João Lourenço, le nouveau président angolais, comme un héraut de cette nouvelle Afrique. L'Ivoirien Alassane Dramane Ouattara et le Sénégalais Macky Sall peuvent aussi s'enorgueillir de compter dans le nouveau déploiement de la France en Afrique. Idem pour le Guinéen Alpha Condé, le Burkinabé Roch Marc Christian Kaboré, le Malien Ibrahim Boubakar Keïta... sans oublier le Rwandais Paul Kagame.

Aggiornamento

Il est bien loin le temps où Paul Biya se targuait, en se bombant le torse, d'être le meilleur élève de la classe. Une époque révolue, depuis un peu plus d'une décennie. La faute à l'aggiornamento opéré par Paris dans sa relation avec l'Afrique. Le changement de cap commence avec Nicolas Sarkozy, qui promet de mettre fin à la



Françafrique dès son arrivée à l'Elysée en 2007. Sauf qu'il est très vite rattrapé par les vieilles habitudes. Personne n'a oublié la déconvenue de Jean-Marie Bockel, qui est débarqué de son poste de secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la Francophonie, parce qu'il incommodait quelques barons de la Françafrique sur le continent, si on en croit du moins quelques indiscretions.

Dix ans plus tard, c'est à Macron qu'il revient finalement de « tuer la Françafrique ». Il prône le soft-power, la bonne gouvernance ou encore l'alternance politique. A 36 ans de présence continue

au pouvoir, Paul Biya est loin de remplir certains critères imposés par Paris. « Le meilleur élève » est aujourd'hui devancé par bon nombres de ses pairs, qui pour la plupart ont accédé au pouvoir dans la dernière décennie.

Influence

Contrairement à ces derniers, Paul Biya n'a pas encore eu l'occasion de rencontrer Emmanuel Macron, ni dans le cadre d'une visite officielle, ni en marge d'un sommet majeur. Les deux hommes ne se sont pas encore parlé au téléphone. Du centre, le président camerounais s'est vu repositionné à la périphérie

de la nouvelle politique africaine de Macron. Malheureusement, ce recul a aussi signé le recul de l'influence de la diplomatie camerounaise sur le continent. L'exécutif a tout le mal du monde à imposer des Camerounais dans les postes clés des principales institutions continentales. Plus grave, le même problème se pose dans la sous-région Afrique centrale. Seuls deux compatriotes occupent des postes de responsabilité dans la Communauté économique et monétaire des pays de l'Afrique centrale (Cemac), comme le montre le tableau ci-contre.

Il était une fois la politique de la non-ingérence

Par M.N.A

16 juin 2009. Nous sommes au palais du Bord de mer à Libreville au Gabon. Les drapeaux sont en berne, les Gabonais enterrent Omar Bongo, l'ancien patron des réseaux Françafrique dans la sous-région Afrique centrale. Dans les salons feutrés de ce palais présidentiel qui attend de connaître le nouvel homme fort du pays, Paul Biya est particulièrement actif.

Le président camerounais reçoit les membres de la famille et les principaux collaborateurs du défunt chef d'Etat. Tour à tour, il discute avec Ali Ben Bongo, Pascaline Bongo, Jean Eyeghe Ndong Premier ministre, Casimir Oyé Mba, ministre du Pétrole...

Les chefs d'Etat de la sous-région qui assistent à ces obsèques ne se font guère plus de doute : le Cameroun est prêt à assumer le leadership dans la sous-région. Surtout qu'il a reçu la visite d'Alain Bauer, un franc-maçon très proche de Nicolas Sarkozy, président français à l'époque des faits. Mais le projet va faire pschitt.

En fait, une fois rentré à Yaoundé, Paul Biya renoue avec ses vieilles habitudes en matière de relations extérieures. Il suit la même logique depuis son accession à la magistrature suprême en 1982 : il ne s'occupe pas des affaires des autres pour pas qu'on s'occupe des siennes. Ce que les

diplomates appellent la diplomatie de la non-ingérence. L'épisode du Gabon a été une exception. Il aurait même d'ailleurs accepté de gérer la succession d'Omar Bongo au Gabon contre son gré. En fait, beaucoup de proches conseillers de Sarkozy avaient espéré qu'il voudrait prendre la place d'interlocuteur privilégié que détenait Omar Bongo. Que non.

Emasculé

Le désistement du Cameroun l'a poussé à se recroqueviller. Une aubaine pour la Guinée Equatoriale, qui a lancé une diplomatie agressive pour s'emparer des postes de responsabilité dans les institutions de la Communauté

économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (Cemac). Un pari gagné par Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, le président équato-guinéen. Comme lui, le Tchadien Idriss Déby Itno profite du vide laissé par le Cameroun pour se positionner comme le nouvel interlocuteur des capitales européennes.

Emasculé par de plus petits pays que lui, le Cameroun continu de se mettre en marge des questions sous régionales. En 36 ans, on compte le nombre de fois que Paul Biya participe aux fora où l'on discute des questions importantes. Cette politique de non-ingérence a fini par se confondre à la politique

de la chaise vide. Une politique de la chaise vide qui a déjà coûté cher au Cameroun. En juin 2003, les pays de la Cemac décident d'installer la bourse de valeurs de la sous-région à Libreville alors que l'économie du Cameroun est de loin la plus importante de la Cemac. Le Cameroun doit cette forfaiture au fait que Paul Biya n'ait pas daigné faire le déplacement par la capitale gabonaise.

Sans oublier qu'il irrite de plus en plus ses pairs à cause de ses absences. Alors qu'il répond à une de ses invitations à Yaoundé, Blaise Compaoré lui assène : « il est content l'homme qui ne vient jamais chez les autres ».

Liste des responsables des institutions de la CEMAC

ORGANES /INSTITUTIONS SPECIALISEES/AGENCES D'EXECUTION	NOMS ET PRENOMS	FONCTIONS	NATIONALITE
Commission de la Cemas	PR DANIEL ONDO	PRESIDENT	Gabon
	Mme FATIMA HARAM ACYL	Vice-présidente	Tchad
	M. SHEY JONES YEMBE	Commissaire	Cameroun
	M. CLEMENT BELIBANGA	Commissaire	RCA
	MICHEL NIAMA	Commissaire	Congo
	M. JOSE ANTONIO EDJANG	Commissaire	Guinée Equatoriale
	NTUMU AVOMO		
BANQUE DE DEVELOPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRAL(BEAC)	MARCEL ONDELE	Vice-président	Congo
Commission de Surveillance du marché Financier de l'Afrique centrale (COSUMAF)	M. NAGOUM YAMASSOUM	Président	Tchad
Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (GABAC)	M. GERVAIS MBATA	Secrétaire permanent	RCA
Commission Economique du betail, de la viande et des ressources halieutiques (CEBEVIRHA)	M. PEDRO-BAYEME BAYEME AYINGO	Secrétaire exécutif	Guinée Equatoriale
	M. BERNARD BOUTSIKA NGAVET	Secrétaire exécutif adjoint	Gabon
Organisation pour la coordination de la lutte contre les endemies en Afrique centrale (OCEAC)	DR. MANUEL-NSO OBIANG ADA	Secrétaire exécutif	Guinée Equatoriale
Institut sous-régionale multisectoriel de technologie appliquée,de planification et d'évaluation de projet(ISTA)	Mme MAHADIE OUTMAM ISSA	Directeur général	Tchad
	M. EVARISTE EBANE	Directeur général adjoint	Cameroun
Ecole Hotellière de tourisme de la cemas (EHT- CEMAC)	M. ALPHONSE MBANGA IBATA	Directeur général	Congo
Ecole inter-état des douanes (EIED)	M. Pelayo NDONG OWONO ABANG	Directeur général	Guinée Equatoriale
Pole Régional de développement des systèmes agricoles d'Afrique centrale (PRASAC)	M. Grégoire BANI	Directeur général	Congo
Institut Sous Régional de statistique et d'économie Appliquée (ISSEA)	M. Francial Giscard Baudin LIBENGUE DOBELE- KPOKA	Directeur général	RCA
Institut de l'Economie et des finances (IEF-pole régional)	Dr Thierry Mamadou ASNGAR	Directeur général	Tchad
Agence de supervision de la sécurité Aérienne en Afrique centrale (ASSA-AC)	M. François KIAPO	Directeur général	RCA
Comité inter-états des pesticides d'Afrique centrales (CPAC)	M. Auguste ITOUA	Directeur général permettant	Congo
Comité des chefs de police d' Afrique centrale (CCPAC)	M. Colonel de police michel KOUA	Secrétaire permanent	Congo

Les Ateliers

de  **CARRIÈRES**

Pour aller de l'école à la vie active

EDITION II

SAMEDI
23 JUIN
2018

DÈS 08H30

CHAMBRE DE COMMERCE
YAOUNDE

CONSTRUIRE UNE NOUVELLE CLASSE DE JEUNES LEADERS

AU PROGRAMME :

- PRÉSENTATION SUCCESS-STORY -
- PARTAGE D'EXPÉRIENCES -
- SÉANCE DE COACHING -
- EXPOSITION -










Organisé par :



MAISON DE PRODUCTION DEPUIS 2011





Influence

Paul Kagame, le nouveau boss

Par Patrick Ayin

En une décennie, le président rwandais est devenu l'interlocuteur privilégié des occidentaux en Afrique.

« L'Afrique se dote d'une zone de libre-échange à minima »,

Derrière cette manchette du quotidien français Les Echos se cache une guerre larvée. D'un côté, le promoteur de ce projet, Paul Kagame, le président rwandais et président en exercice de l'Union africaine (Ua). De l'autre côté, un certain nombre de chefs d'Etat africains, avec pour tête de file le Nigérien Muhammadu Buhari, qui voient d'un mauvais œil la montée en puissance de leur pair des Grands lacs.

Buhari et ses alliés, même s'ils ne l'avouent pas ouvertement, voient l'influence sans cesse croissante de Paul Kagame comme un véritable affront parce que le Rwanda, avec ses 26,338 km2, est l'un des plus petits pays du continent. Mais un petit qui assume sa volonté de devenir l'un des plus puissants d'Afrique au point de bouleverser les équilibres et bousculer la préséance dans le « syndicat » de chefs d'états. Une organisation tacite qui fonctionne plus comme une confrérie qu'une institution publique à vocation régionale.

A la tête de l'une des premières puissances économiques du continent, le président du Nigeria Muhammadu Buhari veut mener le front contre Kagame jusqu'au bout. Dans les coulisses du pouvoir, il ne cache plus sa contrariété face au leadership du Rwandais. L'homme fort d'Abuja a pour cette raison refusé de participer au sommet qui consacrait la naissance de la zone

de libre-échange et rechigné d'apposer la signature du Nigeria au bas du document, officiellement, pour protéger l'économie nigériane d'une invasion de produits européens estampillés illégalement « made in Africa ». Mais dans les couloirs du palais présidentiel à Abuja, il se murmure que la première puissance économique d'Afrique ne cautionne pas les libertés que prend Kagame au détriment des intérêts de son pays le Nigeria.

Comment le Rwanda, à peine sorti d'un génocide qui a fait 800 000 morts selon l'Organisation des nations unies (Onu) et plus d'un million selon les statistiques officielles rwandaises, en est arrivé à titiller le Nigeria ? Cela tient du soutien des puissances de la métropole, renseigne un spécialiste des questions stratégiques. Il ajoute que le Rwanda a en fait profité de la réorientation des priorités occidentales, en occurrence américaine, principal partenaire du Rwanda. L'opinion publique américaine, depuis Bill Clinton, rechignait à voir les soldats de l'armée américaine s'engager dans des conflits à l'extérieur de leur territoire. Cette idée va se renforcer avec Barack Obama, qui dans son discours de campagne en 2007 avait promis de désengager l'armée américaine sur certains fronts à l'étranger. A la même période, l'armée américaine a eu recours aux drones, armes encore plus meurtrières.

Pour contourner cette situation, Washington décide de pratiquer le principe de « sous-traitance renforcée » des intérêts américains. La Maison blanche a besoin pour cela des

Considéré à plus d'un titre comme un révolutionnaire atypique, le président Paul Kagame sait non seulement se faire désirer mais également se faire respecter.

pays stables économiquement, politiquement, sécuritairement et socialement. Même si de réelles politiques de libertés, de démocratie, de respect des droits de l'homme n'y sont implémentées. Paul Kagame est plus que jamais le porte-voix des puissances occidentales en Afrique. Ils en font désormais un interlocuteur de choix avec lequel il faut désormais compter. Combien de temps cela pourra-t-il durer ? Nul ne peut répondre avec précision à cette question. La seule certitude est que dans un environnement où ce sont les intérêts qui priment, la raison finira toujours par avoir raison des hommes, qui eux passent, alors que les états et leurs intérêts eux demeurent.

Pour devenir le point focal des occidentaux, Paul Kagame a fait preuve de pragmatisme et de réalisme à la fois. Pour se faire une

place de choix dans le marigot politique des chefs d'Etat africains très concurrentiel, le président rwandais a saisi l'opportunité que lui offrait le déboulonnage du régime de Mobutu Sese Seko. Le vieux maréchal (autoproclamé) avait longtemps été l'homme des occidentaux. Son départ forcé a permis un redéploiement des cartes, qui a profité à Kagame. Ce dernier a acquis depuis ce temps le statut envieux de « nouveau boss », tout comme Mobutu l'était devenu en profitant d'une situation : Patrice Lumumba n'était plus en odeur de sainteté avec les occidentaux. Mobutu se positionna comme meilleur interlocuteur de la cause capitaliste en Afrique.

A son tour, Paul Kagame a fait pareil. Le rwandais a le nez creux de se positionner en leader, pivot central du jeu et garant des enjeux económico-politico-stratégique entre les pays de la sous-région d'Afrique centrale et les partenaires occidentaux tout d'abord, et plus encore, entre l'Afrique et le reste du monde. Comme partenaire privilégié de ce nouveau tracé géopolitique, en bonne place les Etats-Unis d'Amérique et subsidiairement la France.

Son combat pour doter son pays le Rwanda d'une santé économique enviable, une stabilité politique réelle et une situation sécuritaire stable l'a propulsé au-devant de la scène d'une communauté africaine et même internationale, impressionnée par ses exploits. Kagame est reçu en grande pompe dans toutes les grandes capitales du monde. Preuve que cet homme à la silhouette filiforme, connu pour son charisme, ne passe plus inaperçu.

C'est ce qui motive entre autres ses pairs à le désigner président en exercice de l'UA en 2016. Paul Kagame en profite pour imprimer son rythme. Il fait montre d'autorité et de leadership au point d'exaspérer certains chefs d'Etat du continent, qui rongent leur colère sous cape. Kagame c'est aussi un travailleur acharné. A la tête de l'UA, il entame une réforme de la gestion financière avec l'aide de son compatriote Donald Kaberuka, ancien patron de la Banque africaine de développement

(Bad). Il remodèle aussi la structure de l’UA afin qu’elle soit, plus opérationnelle, un réel support et un instrument de défense des intérêts de l’Afrique.

Considéré à plus d’un titre comme un révolutionnaire atypique, le président Paul Kagame sait non seulement se faire désirer mais également se faire respecter. Il en fait la démonstration dans le différend diplomatique entre son pays et la France. Paris reproche au Front patriotique rwandais (Fpr), groupe armé qui porte Kagame au pouvoir, le bombardement de l’avion du président Juvenal Habyarimana... La tension entre les deux capitales atteint le comble quand le ministre des Affaires étrangères du Rwanda, Louise Mushikiwabo, est interpellée par la police à sa descente d’avion à Paris. Tout de suite, le président Kagame riposte et rompt toutes relations diplomatiques avec la France. Il va même plus loin et retire la langue française comme première langue enseignée et parlée au Rwanda au profit

Homme d’Etat rompu à la tâche, il va être tour à tour vice-président et ministre de la Défense (de 1994 à 2000).

du kinyarwanda, de l’anglais et du swahili. Le français, lui, a été relégué au second plan. « L’Afrique n’a pas besoin de baby-sitters », disait-il à l’endroit des donateurs de leçons traditionnels que sont les pays occidentaux. Une prise de position osée, qui prouve que Kagame, malgré sa position d’interlocuteur privilégié des occidentaux, peut garder une liberté de ton.

Stratégie payante puisque quelques temps plus tard paris courtise Kigali et le président Paul Kagame est reçu avec tous les honneurs à l’Elysée. Les problèmes sont aplanis et la ministre des Affaires étrangères du Rwanda est proposé par le président Emmanuel Macron pour succéder à Michaelle Jean au poste de secrétaire général de l’Organisation internationale de la francophonie (Oif). Kagame est même sollicité par le locataire de l’Elysée pour convaincre le président de la République démocratique du Congo, Joseph Kabila, de quitter le pouvoir...

C’est le 23 octobre 1957 que Paul Kagame voit le jour à Tambwe, province du sud rwandais. Homme d’Etat rompu à la tâche, il va être tour à tour vice-président et ministre de la Défense (de 1994 à 2000). Il devient président de la République du Rwanda le 17 avril 2000.

A 61 printemps bien sonnés à son horloge, Paul Kagame est président du Rwanda depuis 18 ans, réélu à la tête de cet Etat des Grands lacs pour un nouveau mandat de sept ans, à la suite d’une modification constitutionnelle lui permettant d’être encore là potentiellement jusqu’à 2034.

Evocation

De Mobutu à Kagame

La chute du premier a mis le second en orbite. Et ce dernier continue d’augmenter en influence.

Par P.A

Tout commence le 6 avril 1994 avec le bombardement de l’avion de Juvenal Habyarimana. Cet assassinat sera plus tard considéré comme le « déclencheur du génocide », un tourbillon de violence d’une rapidité surprenante (trois mois et deux jours, environ 100 jours). Ce génocide va être d’une sauvagerie inqualifiable, du jamais vu dans l’Afrique contemporaine avec son lot de morts : 800 000 selon l’Organisation des nations unies (Onu) et un peu plus d’un million de source officielle rwandaise.

Passé ce pogrom, le débat autour du partage des responsabilités continue d’animer les passions au sein du landernau politique rwandais et dans les milieux diplomatiques occidentaux.

D’après certains experts de la scène politique africaine, le génocide rwandais a été le début du commencement de la descente aux enfers du régime de Mobutu Sese Seko, ancien président de la république du Zaïre. Une anecdote rapportée par un des derniers conseillers du

président Mobutu, qui a vécu les derniers jours du dictateur zaïrois, raconte un épisode survenu lors d’un déplacement dans sa ville natale de Gbadolite, où il aimait souvent se retirer pour profiter du paysage féérique de cette campagne et pour travailler : Alors qu’il venait de se séparer de ses proches collaborateurs après une séance de travail, ces derniers ont entendu des cris venant d’une aile du palais de Gbadolite, qu’occupait le président Mobutu. Le conseiller se souvient de l’insistance des cris qui lui font tout d’abord penser que le président avait vu un serpent. Le président avait une peur bleue des serpents. En plein milieu de la forêt équatoriale où il avait fait bâtir son palais, cela semblait évident de rencontrer des serpents. Sauf qu’arrivé auprès de lui, demandant au président ce qui lui arrivait, la seule réponse qui lui avait été servie était : « ils m’ont eu, ils m’ont eu, ils m’ont eu... » et puis plus rien.

Droit de l’homme

Ce n’est que quelques jours plus tard que le rapport est fait entre les cris du maréchal président Mobutu et l’assassinat du président Habyarimana. En fait, c’est après avoir reçu l’information relative au bombardement de l’avion et à l’assassinat de Habyarimana que le maréchal président Mobutu comprend que le glas avait sonné pour son régime. Lui qui pourtant mettait



Mobutu Sese Seko



Paul Kagamé

un point d’honneur à la stabilité des Grands lacs. Le Rwanda et le Burundi, importants pions qui faisaient office de murailles dans la gestion de son échiquier géostratégique venaient de tomber.

En effet, partis de leur base arrière rwandaise, ceux que l’on avait tôt fait de surnommer les petits hommes verts (rebelles) de kabila, vont entrer dans les faubourgs de Kinshasa entourés de leurs mentors rwandais, ougandais et angolais. Joseph Desire Kabila va être installé à la tête du pouvoir du Zaïre, rebaptisé République démocratique du Congo (Rdc). L’effondrement total du régime de Mobutu Sese Seko consommé, la carte géopolitique de l’Afrique centrale sera bouleversée.

Quel rôle le Zaïre du président Mobutu

jouait-il dans la sous-région Afrique centrale et au-delà ? Tout simplement que ce vaste pays avec son sol et sous-sol très riches, sous-traitait la bataille de la guerre froide que se livraient les occidentaux par pays interposés. Mobutu étant un pro-occidental avait érigé un mur de « verre » pour empêcher que toutes les velléités communistes ne pénètrent et s’installent dans le pré-carré occidental.

Le délitement de l’ex-Zaïre a transformé la zone des Grands lacs, et l’Afrique centrale, en un espace où règnent désormais en maître les chefs de guerre. Le lourd tribut des violations des droits de l’homme, de déstabilisations et de pillages en règle des ressources est devenu symptomatique du chaos qui a pris ses quartiers en Rdc. Un désordre qui a profité à Kagame.

Etats - Unis

Les néocons s’opposent à l’accord avec la Corée

Ils estiment que Donald Trump a fait beaucoup trop de faveur à Kim Jong-un.

Par Jean-Michel Bios

« Le déploiement militaire dans le pacifique est d’une importance capitale. C’est le meilleur moyen d’empêcher la Chine de prendre le contrôle sur l’Asie-Pacifique ». Le sénateur républicain Lindsey Graham ne décolère pas contre le président Donald Trump, qui a décidé de suspendre les manœuvres américaines dans la zone

après la signature à Singapour de l’accord de dénucléarisation de la péninsule coréenne entre Trump et le leader nord-coréen Kim Jong-un.

Comme Lindsey Graham, plusieurs autres parlementaires américains souhaitent annuler cet accord. Ils jugent que le président américain a fait « un grand cadeau » à la Corée du Nord, et même à la Chine et à la Russie. Le front de critique recrute essentiellement dans les milieux des Néoconservateurs. Tous ces détracteurs de l’accord Trump-Kim sont convaincus que la démonstration de force de l’armée américaine est la meilleure arme dissuasive du pays contre une éventuelle attaque

nord-coréenne.

Pour l’instant, Trump est droit dans ses bottes. Ils s’apprêtent à faire rentrer les plus de 30 000 soldats américains actuellement stationnés en Corée du sud. Il a indiqué que les exercices militaires coûtent trop chers. Pour les « faucons » du congrès, il n’en est rien. Le locataire de la Maison blanche a juste perdu au change, ce qui va profiter à la Chine qui a les coudées franches pour imposer son diktat dans la région. Pour ne rien arranger, certains médias sont aussi entrés dans la danse.

Fort heureusement pour Trump, il n’est pas seul dans cette guerre. Ceux qui soutiennent

le président au Capitole sont convaincus que cet accord était la meilleure chose à faire pour la paix dans le monde car « les jeux de guerre sont dangereux ». Ce qui soutiennent cette thèse sont aussi convaincus que c’est la menace américaine qui a provoqué la détermination de Kim Jong-un à constituer un arsenal nucléaire, un moyen de dissuasion crédible pour se protéger des Etats-Unis. A en croire ces derniers « aucun pays ne menace les Etats-Unis, même pas la Chine et encore moins la Russie. La menace est une création de groupes d’intérêts américains investis dans un soutien populaire pour l’énorme budget militaire du pays ».

Le chiffre

117 millions de dollars

C’est la facture de la rénovation du palais de l’Elysée commandée par Brigitte Macron, la première dame de France. Elle souhaite mettre à jour le bâtiment complexe de trois étages. Les amis du couple Macron rapportent aussi que Brigitte veut une tapisserie plus moderne, plus proche du classique. Pour les autres rénovations, Brigitte Macron est peu disert.

Question d’actualité

Pourquoi Paul Kagame veut que son pays devienne un des sponsors du club anglais Arsenal ?

C’est du marketing politique. Le président rwandais, dans son déploiement offensif, veut faire rayonner le nom du Rwanda à l’international. C’est de bonne guerre. Je ne comprends pas pourquoi certains parlementaires britanniques critiquent cette entreprise.

Micro

Emmanuel Eboue, l’ancien arrière-centre de la Côte d’Ivoire et d’Arsenal, a déclaré que les équipes africaines continueront de se battre à la Coupe du monde si elles n’améliorent pas leur défense.

Brève

Ramaphosa occupe-toi des réfugiés

À l’occasion de la Journée mondiale des réfugiés, un groupe d’avocats pour les droits de l’homme ont adressé une lettre ouverte au président sud-africain, Cyril Ramaphosa, pour se plaindre du traitement cruel que les officiels réservent aux réfugiés. Les avocats jugent que l’Afrique du sud a le taux de demande d’asile en attente le plus élevé au monde.

RCA

L’Eglise en guerre contre les violences sexuelles

Une organisation caritative assiste les victimes avec l’appui de l’Onu.

Par Loïc Atangana

Après un référendum constitutionnel controversé en mai dernier, qui a soulevé la possibilité de deux mandats supplémentaires, le président burundais Pierre Nkurunziza a annoncé le 7 juin qu’il ne se représenterait pas en 2020.

Les Etats-Unis avaient critiqué le processus référendaire pour manque de transparence, suspension des médias. Washington a aussi révélé que le pouvoir avait essayé de faire pression sur les électeurs.

Pierre Nkurunziza a été élu président par le parlement burundais en 2005 et réélu par un vote populaire en 2010. En 2015, Nkurunziza a annoncé qu’il briguerait un troisième mandat, sans tenir compte des dispositions de l’accord d’Arusha limitant la durée du mandat. Sa décision a déclenché une crise politique et sécuritaire dont le pays n’a pas encore complètement récupéré. Cette crise comprenait une tentative de coup d’Etat manquée, des troubles civils, la répression du gouvernement et l’exode des réfugiés politiques et



Manifestations à Bangui (RCA)

économiques. En 2015, Nkurunziza a remporté l’élection présidentielle controversée.

En mai de cette année, le parti au pouvoir a organisé un référendum constitutionnel. Les Etats-Unis et d’autres pays ont exprimé leurs inquiétudes sur le fait que l’adoption de la Constitution révisée serait interprétée comme une réinitialisation des limites du mandat présidentiel, permettant au président Nkurunziza de se présenter à nouveau.

Son annonce de ne plus se présenter en 2020 a donc surpris la plupart des observateurs. « Les Etats-Unis se félicitent de la récente annonce du Président Nkurunziza de ne pas avoir prévu un quatrième mandat, réaffirmant

la promesse qu’il a faite au peuple burundais en 2015 », a déclaré Heather Nauert, porte-parole du Département d’Etat.

Sa décision de démissionner de son propre chef constituerait un grand pas en avant pour la démocratie burundaise en même temps qu’un exemple positif pour les autres dirigeants de la région. « Nous appelons le gouvernement du Burundi à prendre des mesures transparentes pour améliorer la gouvernance, le respect des droits de l’homme, l’espace civique et la liberté des médias. Ces mesures sont essentielles pour une compétition politique libre, juste et ouverte avant les élections de 2020 », a continué le porte-parole du Département d’Etat.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PREMIER MINISTRE CHEF DU GOUVERNEMENT
UNDER THE PATRONAGE OF THE PRIME MINISTER HEAD OF GOVERNMENT

Salon International de l'Industrie Agroalimentaire de Yaoundé
Yaounde International Agribusiness Exhibition

2018



5^{eme} Edition

L'unique et le plus grand rendez-vous sous regional de l'Agroalimentaire

Du 25 au 30 Juin 2018

Esplanade du Palais des Congrès

info@sialy.net
www.sialy.net



Nom de domaine

Le Cameroun se conforme

L'extension « .cm » coutera désormais 7 000 FCFA au lieu de 130 000 FCFA.

Par Vanessa Atangana

De nos jours, la tendance est aux hébergeurs étrangers. Pour répondre efficacement à la concurrence, l'Agence nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (Antic), vient de lancer une campagne de promotion de l'identité numérique Camerounaise.cm. Cette campagne vise principalement à lever le voile sur les avantages qu'offre le nom

de domaine du Cameroun, ainsi que les voies et moyens pour enregistrer un site web sous cette identité numérique, afin d'accroître le nombre de ses utilisateurs dans le pays et à l'extérieur. La mesure phare qui accompagne cette campagne est la réduction du prix de l'extension du nom de domaine .cm qui est passée de 130 000 FCFA à 7 000 FCFA. Une réduction considérable qui devrait faire courir les masses.

En 2016, l'Antic dénombrait seulement environ seulement 53 500 sites web enregistrés avec le nom de domaine «.cm». Le principal reproche évoqué par les experts était son coût jugé très onéreux en comparaison des autres noms de domaine à l'instar des .com, .org, .net et autres. Cette mesure a tout l'air d'une volonté de se conformer aux normes internationales.

Toutefois, bien que cette mesure soit à

saluer, pour Gilles Foka, Webmaster, elle ne garantit en rien la qualité du service. « Les fournisseurs étrangers en plus d'offrir un excellent service, vous garantissent en outre de sa permanence. Ce qui n'est toujours pas le cas avec ceux du Cameroun ». De plus, les procédures dans la démarche d'achat d'un nom de domaine .cm sont également un élément de découragement pour beaucoup, car trop longues et ennuyeuses.

Le Cameroun prépare l'Italian African business week

La rencontre prévue à Rome du 17 au 18 octobre, va mettre un accent particulier sur le développement des Pme-Pmi et Tpe.

Par V.A

On connaît les échanges France-Afrique, Chine-Afrique, Etats unis-Afrique et bien à présent il faut désormais inscrire l'Italian African week (iabw) dans la short list c'est des rencontres commerciales d'envergure. Un évènement de réseautage pour développer des opportunités d'affaires et des accords de coopération entre le continent africain et la 6^e puissance mondiale. Ce forum a également pour ambition d'améliorer les relations économiques et commerciales entre entrepreneurs italiens et africains, de favoriser la création des réseaux d'affaires et de promouvoir un partenariat gagnant-gagnant entre les deux mondes. Programmée du 17 au 18 octobre prochain l'édition 2018 de l'iabw, deuxième du genre, s'articulera sur le thème « Stabilité, opportunités et nouveaux marchés ». La spécificité de l'iabw est qu'elle est axée sur le développement des Pme, Pmi et Tpe. Un choix tout à fait

légitime quand on connaît la référence italienne pour ces tailles d'entreprises : l'histoire de l'économie italienne est liée aux Pme.

Au menu des échanges : information, liaison, échanges, partage, développement, stratégie, relation, informations, culture, planification, investissement, rendement, entrepreneuriat, marché, communication, diaspora, pont, jeunesse, technologie, diplomatie, méthodologie..., dont les principales thématiques abordées seront concentrées sur l'énergie renouvelable, les infrastructures, l'agroalimentaire, les nouvelles technologies et le biomédical. Des thématiques qui seront abordées lors des conférences, tables rondes et réunions B2B / B3B, et dont l'objectif sera de fournir aux entreprises présentes (italiennes et africaines) les outils et les moyens concrets pour faciliter une mise à jour constante



des tendances dans ces secteurs. Aussi, il s'agira alors de renforcer la compétitivité des entreprises et d'encourager une entrée planifiée et consciente sur les marchés italiens et / ou africains.

Notons que les opportunités d'affaires de l'Italie en Afrique sont multiples. En 2016, le pays est classé à la troisième place des investisseurs privés sur le continent. De nombreux entrepreneurs italiens sont déjà présents sur le continent depuis de nombreuses années. Plus de

1000 entrepreneurs italiens y sont avec un chiffre d'affaires d'environ 11 milliards d'euros. Et le pays entend encore faire mieux notamment dans le secteur de l'agroalimentaire.

En attendant le top départ pour l'Italie, les enregistrements des entreprises continuent sur la plateforme dédiée à l'évènement : www.iabw.eu.

Electricité

Eneo, encore là pour 10 ans

Par Vanessa Atangana

La filiale du Britannique Actis a annoncé la prorogation de sa concession au Cameroun par une note émise le 14 juin dernier au sein de l'entreprise.

Alors que plusieurs imaginaient le divorce entre l'Etat du Cameroun et Eneo comme ce fut le cas récemment avec la Cde, l'électricien vient d'annoncer que son séjour au Cameroun sera prolongé de 10 ans encore. C'est la substance d'une lettre interne que le ministre de l'Eau et de l'énergie a notifié à la société. Lettre dont la substance fait part de la

décision du président de la République, Paul Biya, de prolonger le contrat du cadre de concession et les contrats dérivés qui lient l'Etat du Cameroun à Eneo Cameroon. Cette extension court sur une durée de 10 ans à compter du 18 juillet 2021, et concerne uniquement les segments de la production et de la distribution, étant entendu que, le transport et de gestion du réseau de transport de l'électricité

seront assurés par la Société nationale de transport d'électricité.

Jusqu'ici, Eneo était encore sous contrat avec l'Etat du Cameroun jusqu'en 2021. C'est la société même qui a introduit l'année dernière une demande de prorogation avec anticipation. Basile Atangana Kouna, alors Ministre de l'Eau et d'Energie avait garanti une suite à cette demande au plus tard en octobre 2017. C'est finalement en juin 2018 que la décision sera officialisée.

Cette démarche de la filiale du groupe Actis était fondamentalement motivée par le fait que l'électricien s'est engagé dans un vaste programme d'investissement qui le force à avoir recours aux bailleurs de fonds. Cependant, les prêteurs exigeraient d'avoir une durée de la concession qui couvre la durée du remboursement. En effet, Eneo envisage de lever un emprunt à long terme de plus de 300 milliards de F CFA pour financer ses investissements. Par ailleurs, certains des promoteurs de projets électriques en cours avaient déjà manifesté leur inquiétude face à la situation. A l'instar de Nachtigal Amont (420 MW) qui a signifié des difficultés à avancer dans les travaux sans la signature des contrats d'achat d'électricité avec le

principal acheteur d'énergie produite au Cameroun en l'occurrence Eneo.

Toutefois, cette décision n'a pas laissé indifférent plusieurs observateurs compte tenu des coupures d'électricité à répétition dans les villes « les multiples délestages que les populations subissent à tort ou à raison sont la preuve même de l'incapacité d'Eneo à assurer ce service... je ne comprends pas pourquoi on s'obstine à le garder » déclare Ibrahim, coiffeur dans la ville de Yaoundé. « À cause de ces délestages je passe pratiquement plusieurs heures sinon toutes les journées sans travailler. Je suis obligé de vivre de dettes » a-t-il ajouté. Une situation jugée paradoxale compte tenu de l'énorme investissement que le pays a engagé dans ce domaine notamment avec la construction des barrages hydroélectriques et des centrales photovoltaïques.

Notons que Le contrat de concession du service public de l'électricité au Cameroun a été signé en 2001 pour une période de 20 ans, entre l'Etat et la société américaine Aes. Cette dernière, en fin d'année 2013, a cédé tous ses actifs au britannique Actis.



Wide.Design

Contact

Yaoundé - Cameroun

+237 698 326 828 - 698 149 190

widedesigncorporat@gmail.com

nicanor_etame@yahoo.ca

Une envie, une image...

Pour tous vos travaux

Enseignes

Mise en page

Newsletter

Plaquettes commerciales

Stands

Chemise à rabat

Shopping bag

Photographie

Retouche photo

Bannière facebook

Flyer

Magazine

Presse écrite

CD DVD

Affiche

Dépliant

Banderole

Cartes de visite

Réalisation de chartes graphiques

Réalisation de chartes graphiques

Identité visuelle

Roll up

Brochures

Bolloré, la Françafrique et le capitalisme attrape-tout

Par Olivier Ndenkop, journaliste
Article paru dans Le Journal de l'Afrique N°41

Bolloré poursuivi pour avoir fait ce qu'il a toujours fait

Si ses démêlés avec la justice sont suivis avec autant d'attention en Afrique comme en témoignent les échos dans la presse et les commentaires sur les réseaux sociaux, c'est que Vincent Bolloré est bien connu en Afrique où il a réalisé 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2017.

Vue du continent, la mise en examen de M. Bolloré fait sourire. Pour le commun des Africains, il est poursuivi pour avoir fait au Togo et en Guinée ce qu'il a toujours fait ailleurs. Au Cameroun par exemple, sa prise du Terminal à conteneurs du Port autonome de Douala a fini devant les tribunaux. En effet, le 13 novembre 2006, Dupuydauby dépose une plainte contre Bolloré au Tribunal de première instance de Douala Bonanjo pour « *corruption et favoritisme dans l'attribution de la Douala international terminal (DIT)* ». Le dimanche 29 avril 2018, sur le plateau d'Equinoxe TV, maître Simon Kack Kack donnera des détails sur ce que les Camerounais ont toujours appelé le scandale de la privatisation du Port autonome de Douala. « *Ce qui arrive aujourd'hui en France aurait dû arriver au Cameroun il y a dix ans. La société Progrosa dirigée par monsieur Jacques Dupuydauby qui a déposé cette plainte en France l'avait déjà déposée au Cameroun en 2008. La justice camerounaise avait été saisie mais curieusement, dans ce dossier et ça je vais le dire ici, le magistrat qui en avait la charge et qui a eu l'outrecuidance de convoquer Bolloré, [...] avait été sanctionné. [Comme sanction pour avoir osé convoquer Vincent Bolloré devant un tribunal], on l'a affecté dans une ville de la région du Sud-Ouest où il n'arrivait même pas à accéder. [...] Pendant près de 3 ans, il n'avait pour seule activité que l'apprentissage de l'anglais. Il ne faisait donc plus le travail de magistrat* », a détaillé le juriste.

Deux ans avant la saisine du Tribunal de première instance de Douala, la Banque mondiale (BM) avait déjà émis des réserves sur les conditions d'attribution du Terminal à conteneurs du Port de Douala au Groupe

Bolloré. La BM qui finance l'économie camerounaise a marqué sa désapprobation à travers deux courriers datant des 24 mars et 9 avril 2004. On peut y lire : « *Le contenu de cette convention semble donc aller à l'encontre tant des intérêts économiques du pays, quant à son objectif de compétitivité que de ceux des chargeurs et des opérateurs camerounais [...]. La Banque mondiale estime que la convention proposée à l'issue des négociations ne peut être jugée satisfaisante* ». Rien n'y fait, le port est confié à... Bolloré.

En Côte d'Ivoire, l'attribution du second Terminal à conteneurs du port d'Abidjan a également été émaillée de contestations. Excédé par ce qu'il appelle « *les pratiques anticoncurrentielles* » de Bolloré, l'entrepreneur et homme politique ivoirien Jean-Louis Billon se lâche dans les colonnes du magazine Le Nouvel Observateur (juin 2013) en ces termes : « *son offre technique, par exemple, était beaucoup moins intéressante que celle de ses concurrents* ». Non sans avoir ajouté : « *je ne serais pas surpris si demain on me disait qu'il y a eu des problèmes de gouvernance dans l'attribution du deuxième terminal* ». Les problèmes de gouvernance évoqués par Jean-Louis Billon ont commencé en Guinée voisine.

Plongée dans les eaux troubles de la Françafrique

Dans les colonnes du quotidien **Le Monde**, édition du 8 décembre 2012, Bolloré lui-même reconnaît que ses méthodes de travail relèvent « *plutôt du commando que de l'armée régulière* ». Bravo pour l'honnêteté

« **Je me demande pourquoi, chaque fois qu'on arrive sous les tropiques, on se permet ce qu'on ne ferait jamais chez soi** »,



! Il ne pouvait en être autrement pour un groupe qui compte des anciens ministres et anciens agents du renseignement parmi ses salariés.

Fidèles à cette logique commando, les émissaires du groupe Bolloré vont à la rencontre des gestionnaires de marchés et leur font toutes sortes de promesses pour remporter les appels d'offres. Depuis la mise en examen du milliardaire breton, les langues se délient dans ce sens. Le 27 avril 2018, sur les antennes de Radio France internationale, l'ancien président du patronat guinéen a fait des révélations troublantes. Mamadou Sylla a commencé par fixer l'opinion, en rappelant que les faits remontent à 2007 (période de mise en concession du port de Conakry qui fait grand bruit aujourd'hui). Selon ses dires, l'homme d'affaires guinéen a été approché par les mandataires de Vincent Bolloré qui souhaitaient obtenir le port de Conakry sans appel d'offres. « *J'ai déjeuné même avec eux, chez moi, au cinquième étage ici. Donc, ils m'ont demandé d'avoir le port pour un franc symbolique. J'ai dit que je n'avais pas la qualité pour donner le port, pas moi, je ne pouvais pas le donner* ». Visiblement satisfait par la mise en examen de Bolloré, Mamadou Sylla a annoncé sa disponibilité à collaborer avec la justice pour que la vérité sur les conditions d'attribution du port de Conakry éclate et que les coupables soient punis.

Tenter de corrompre les « *agents publics étrangers* » semble une méthode bien à la mode chez Bolloré. La pratique semble également avoir été utilisée en Côte d'Ivoire, lors de la mise en concession

du second Terminal du port d'Abidjan. « *En 2004, quand je critiquais vivement le contrat sur le premier terminal [du Port d'Abidjan], j'avais été approché par quelqu'un du groupe Bolloré. Cette personne m'avait fait des propositions pour que je révise ma position, mais je n'avais pas cédé* », révèle encore Jean-Louis Billon. « *Je me demande pourquoi, chaque fois qu'on arrive sous les tropiques, on se permet ce qu'on ne ferait jamais chez soi* », fulmine ce dernier.

De la Françafrique au capitalisme attrape-tout

En 32 ans de présence africaine, le Groupe Bolloré ne s'est pas seulement comporté en digne héritier de la Françafrique. Il est allé au-delà du pré carré français qui rassemble les anciennes colonies pour s'établir dans les pays anglophones, notamment au port de Tenma au Ghana, de Lagos au Nigeria ou encore dans les plantations au Libéria, au Kenya... Outre les clôtures linguistiques, Vincent Bolloré renverse toutes les barrières idéologiques sur son passage. Il est aussi bien reçu par les libéraux Paul Biya, Abdoulaye Wade que par les membres de l'International socialiste comme Laurent Gbagbo ou Alpha Condé. Un vrai capitaliste attrape-tout.

Rappelons que le groupe Bolloré tire 25% de ses bénéfices de l'Afrique. Un chiffre appelé à augmenter substantiellement avec la ruée des Africains vers les produits Canal+, l'autre marque du Groupe, spécialisée dans la commercialisation des contenus radio et télé. Canal+ compte déjà 2 millions d'abonnés en Afrique.

FOIRE DE L'ENTREPRENEURE 2018



CAMEROON WOMEN ENTREPRENEURS NETWORK

DU 06 AU 07 JUILLET 2018
CHAMBRE D'AGRICULTURE
DE YAOUNDÉ

PREMIÈRE ÉDITION

FORMATION
NETWORKING
EXPOSITION

THÈME : LES OUTILS MANAGÉRIAUX
POUR UNE AUTONOMIE DURABLE

ENTREE
LIBRE &
GRATUITE

STANDS SOUS
RESEVATION

SOUS LE HAUT PATRONAGE
DE LA COMMISSION ENTREPRENARIAT FÉMININ DU



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes
et l'autonomisation des femmes

Informations /réservations

+237 697 707 365

+237 677 282 629

camwomen2015@gmail.com

Coupe du monde 2026

Le dossier du Maroc au scanner

Par Charlène Kamdem



Cette fois, le Maroc était convaincu que ça allait être la bonne. Après les échecs de 1994, 1998, 2006 et 2010 le royaume Chérifien avait bétonné son dossier, ratissé large auprès des fédérations membres de la Confédération africaine de football (Caf), et obtenu que Didier Drogba et Samuel Eto'o prêtent leur nom au service de l'organisation de la coupe du monde 2026.

Pour mettre toutes les chances de son côté, Rabat a recruté le cabinet britannique Vero communications, qui a participé à la victoire de Paris pour les Jeux olympiques d'été de 2024. Des hommes d'affaires ont

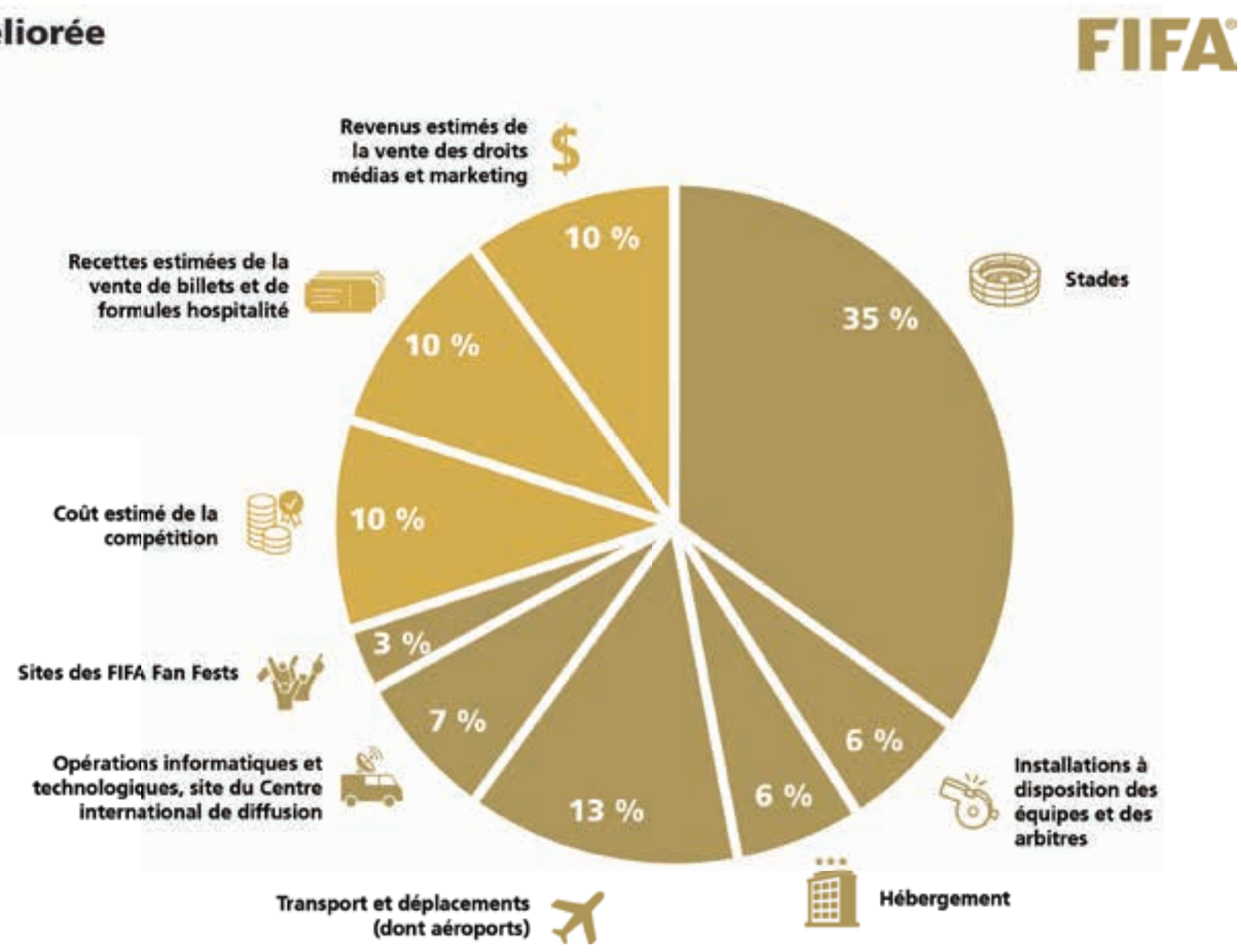
financé la campagne du Maroc à hauteur de 10,5 millions d'euros, soit 6,8 milliards de francs CFA. Mais rien n'y fait, le Maroc a encore perdu. Le signe indien n'a pas été rompu.

Et pourtant, la fédération marocaine avait mis le paquet sur les multiples infrastructures, qui comptent pour près de 80 % dans la nouvelle notation de la Fifa. Mais visiblement, la candidature « United », formée des Etats-Unis, du Canada et du Mexique. Résultats des courses : 134 voix pour « United », soit 67 % des suffrages exprimés, contre 65 voix pour le Maroc (33 %). Un seul pays s'est abstenu.

Une évaluation améliorée

Les critères concernant les infrastructures et les aspects commerciaux présentés dans le rapport technique d'évaluation seront évalués sur la base des pourcentages suivants :

- Infrastructures** (70% du score total)
- Aspects commerciaux** (30% du score total)



Le match « United » contre Maroc



Un mondial pour des pays continents

Par C.K

La coupe du monde 2026 va être la toute première à 48 équipes. Une évolution souhaitée et obtenue par Gianni Infantino, le président de la Fifa. Un pari risqué mais rentable ; la Fifa espère au finish gagner près de 600 milliards de dollars. Cette donnée aura joué en la faveur de la candidature « United». Dans une interview qu'il a accordé à l'Afp, l'historien du football Paul Dietschy fait savoir

: « un mondial à 48 pays change les données. Un pays seul, de taille moyenne pourra difficilement l'organiser. C'est taillé sur mesure pour des États continent, comme la Chine, l'Inde ou pour des associations de plusieurs fédérations. Donc cela exclut des pays comme le Maroc ou d'autres qui veulent organiser le mondial seuls ».

Organisation du mondial 2026

Le tour de force de Trump

Par Jean-Michel Bios

Le président américain a mis les responsables de la Fifa sous pression pour obtenir l'organisation de ce mondial.

« Il y a des pressions, mais il faut tenir bon ». La veille de la désignation de la candidature commune des Etats-Unis, du Canada et du Mexique, la tension est à son comble. Donald Trump veut remporter cette organisation et il ne lésine pas sur les moyens. Le président américain n'a pas hésité à menacer les pays africains à visage découvert en affirmant sans ambages : « ce serait dommage que les pays que nous avons toujours soutenu fassent campagne contre la candidature nord-américaine. Pourquoi soutiendrions-nous ces pays quand ils ne nous soutiennent pas ? »

Si pour récolter des voix en Afrique Trump a politisé ce dossier d'attribution du mondial 2026, il a par contre choisi d'opérer sans renfort de publicité quand il a fallu s'aliéner la Fifa. Car les Etats-Unis ont fait peser une épée de Damoclès sur la tête des principaux responsables de Fifa durant toute la durée du processus.

Ils sont en effet nombreux dans le directoire de la Fifa qui ont maille à partir avec la justice américaine. Le nœud du problème n'est rien d'autre que l'attribution controversée de la coupe du monde 2022 au Qatar. Les américains n'ont en réalité jamais pardonné à la Fifa d'avoir favorisé la candidature du Qatar au détriment de la leur. Pour le faire savoir, le Bureau fédéral d'investigations (Fbi) va s'intéresser à des soupçons de corruption liés à l'attribution de ce mondial.

En 2015, Washington lance les hostilités en faisant arrêter sept membres influents de la Fifa pour des soupçons de corruption dans l'attribution de la coupe du monde 2022. Ils sont arrêtés à Zurich, en Suisse, au siège de la Fifa par des policiers suisses. Le ministre de la Justice suisse s'était alors empressé de dire que les sept fonctionnaires du football ont été arrêtés « à la demande des autorités américaines ».

Tout de suite tout le monde veut savoir pourquoi les Américains prennent cette affaire à cœur. Le Fbi fait alors



savoir que les faits ont eu lieu sur le sol américain. Pour beaucoup l'explication est tirée par les cheveux, ce qui laisse bien penser que la véritable raison de l'acharnement des autorités américaines sur les responsables de la Fifa est ailleurs.

En 2017, les fédéraux américains reviennent à la charge. Cette fois, c'est Mediapart qui jette le pavé dans la mare. Le site d'informations dirigé par Edwy Plenel affirme qu'une filiale du Crédit mutuel aurait été utilisée pour virer 22 millions de dollars, soit 12,4 milliards de francs CFA, à Ricardo Teixeira, l'ancien patron du football brésilien, afin d'acheter son vote. Mediapart ajoute ensuite que la justice brésilienne et le Fbi s'intéressent de près à cette affaire.

Ricardo Teixeira est alors « suspecté d'avoir pris part au présumé système visant à acheter des votes pour le Qatar

parmi les 22 électeurs de la Fifa ». Mais pas seulement pour son vote : « début 2013, plusieurs virements sont, en effet, émis le même jour depuis son compte, à destination de personnes physiques désignées ainsi : "Warner Bros" [Jack Warner était alors président de la Confédération de football d'Amérique du nord, Amérique centrale et Caraïbes], "Mohammed" [Mohamed Bin Hammam, président de la Confédération de football asiatique] et "Leoz" [Nicolas Leoz, président de la Confédération d'Amérique du sud] », nous apprend le site d'information. L'ancien patron du foot brésilien fait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour corruption émis par le département de la justice. Preuve que les Américains continuent de tenir la Fifa en joue. Et Washington a eu bon jeu de profiter de cette ascendance.

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES, SCIENCE AND TECHNOLOGY

2018 Call for Applications for Master’s Scholarship
Tenable at Universities in the People’s Republic of China

CLOSING DATE: 29th June 2018

The Government of The People's Republic of China has made scholarship offers to the African Union Commission, through the Department of Human Resources, Science and Technology, to enable African students study in China in the 2018/2019 Academic Year. The scholarships are intended for studies leading to the award of Master’s and Doctoral Degrees in the following Programmes.

No.	MASTERS STUDY PROGRAMME	HOST UNIVERSITY (Web Address)
	Public Policy	Peking University Website: http://www.sg.pku.edu.cn/en/ http://www.isd.pku.edu.cn/html/english/
	Public Administration of National Development	Peking University Website: www.isscad.pku.edu.cn
	Public Administration	Tsinghua University Website: http://www.sppm.tsinghua.edu.cn/english/Admission/IMPA
	Public Administration in International Development and Governance	Tsinghua University Website: http://www.sppm.tsinghua.edu.cn/english/MID
	Public Administration	Sun Yat-sen University Website: http://www.sysu.edu.cn http://iso.sysu.edu.cn
	Chinese Economy	Renmin University of China Website: http://econ.ruc.edu.cn/en/
	Management of Rural Development and Management Studies	China Agricultural University Website: http://admissions.cau.edu.cn
	Public Health	Southern Medical University Website: http://web2.fimmu.com/lxs/
	International Communication	Communication University of China Website: http://sie.cuc.edu.cn
	Transportation Engineering of Railway Operation and Management	Beijing Jiaotong University Website: http://study.bjtu.edu.cn

	Transportation Engineering	Central South University Website: http://stte.csu.edu.cn
	Professional Accounting Program	Shanghai National Accounting Institute Website: www.snai.edu
	Auditing	Nanjing Audit University Website: www.nau.edu.cn
	Program in Environmental Management and Sustainable Development	Tongji University Website: http://unep-iesd.tongji.edu.cn
	Information and Communication Engineering	Huazhong University of Science and Technology Website: http://english.hust.edu.cn http://iso.hust.edu.cn
	Electrical Engineering	Xi'an Jiaotong University Website: http://sie.xjtu.edu.cn
	Electrification & Information Technology in Rail Transit	Southeast Jiaotong University Website: http://iso.swjtu.edu.cn
	International Law and Chinese Law	Wuhan University Website: http://admission.whu.edu.cn
	Public Diplomacy	Jilin University Website: http://sipa.jlu.edu.cn
	International Relations	China Foreign Affairs University Website: http://www.cfau.edu.cn

DOCTORAL PROGRAMME		
No.	STUDY PROGRAMME	HOST UNIVERSITY (Web Address)
1.	Theoretical Economics in National Development	Peking University Website: www.isscad.pku.edu.cn

The scholarships are open to all qualified African Nationals who meet the admission requirements set forth below. The Language of Instruction will be in English. Candidates with potential, motivation and desire to play transformative leadership roles in Africa are particularly encouraged to apply.

Admission Requirements

- Candidates applying must satisfy the following requirements:
- Undergraduate degree from a recognized university, with at least a second class upper division or its equivalent, in a relevant field. For Doctoral Candidates (Master's degree in a relevant field is required)
 - Maximum age of 35 years
 - Fluency in the English language, as it is the teaching

language Candidates may be required for a written or oral examination after pre-selection.

Application Procedure

Applications must be submitted with a cover letter stating motivation for applying and how the qualification will enable you to serve the continent. Applications must also be accompanied with the following:

- Curriculum Vitae including education, work experience and publications if any;
- Certified copies of relevant certificates, transcripts, and personal details page of national passport (at least six month validity)
- Clear colored passport size photograph (3X4)

- Recommendations from two academic referees
- Health Certificate.

Note : Interested applicants can access the requirement through the link www.au.int
All applicants must apply directly through the respective University website and send copies by email to Caseley Olabode Stephens StephensC@africa-union.org.

The Closing date for the submission of applications with all supporting documents is:
29TH June 2018. Applications received after this deadline will NOT be considered.

Avis de recrutement

Notre entreprise recrute pour les besoins de ses services 01 Responsable Solutions Équipements IT

Missions

- Réaliser une politique de maintenance, en coordonnant une équipe de techniciens et en veillant au bon fonctionnement du matériel.
- Assurer la vieille technologique et réglementaire, en réactualisant ses connaissances techniques.
- Former les utilisateurs aux matériels.
- Assurer la prospection des marchés visés par l'entreprise et gérer son portefeuille de clients
- Élaborer les devis et recevoir les commandes des clients
- Préparer les offres en collaboration avec les commerciaux
- Préparer l'argumentaire technique de vente
- Participer à la négociation aux côtés des commerciaux
- Élaborer le planning de réalisation
- Effectuer le suivi technique des commandes auprès des fournisseurs et du bureau d'études,
- Assurer la coordination entre le client et les services techniques
- Veiller à la réception des matériels et leur transfert chez le client
- Assurer la maintenance dans le cadre du service après-vente.

Formation et expérience

- Ingénieur Technico-commercial, BACC+5 /3 communication, marketing vente
- des connaissances opérationnelles logistiques et portuaires,
- des compétences en SI
- une expérience en management de projet et d'équipes
- une maitrise de la langue anglaise (Déplacements à l'étranger à prévoir Afrique)
- 03 ans minimum d'expériences professionnelles dans le domaine du commercial des produits informatiques de pointes.

Compétences

Femme/Homme de communication, l'ingénieur technico-commercial met en valeur le savoir-faire et la réputation de l'entreprise, mais son cœur de métier reste la prospection et le développement de la clientèle, les études de marché et la promotion publicitaire.

Il analyse la demande et les problèmes du client, et lui propose des solutions et des études de faisabilité grâce aux biens ou services produits par sa société. En ce sens, c'est un négociateur : il présente un devis, prend la commande et prépare le contrat de vente.

Ensuite, il doit savoir superviser l'installation, les essais et la mise en service du matériel chez le client, après quoi il assure le suivi technique.

Autres

- Capacité d'écoute
- Connaissances bureautiques et informatiques
- Maîtrise de l'anglais
- Sens des affaires, de l'organisation et du dialogue
- Disponibilité, autonomie et ténacité

CV + Lettre de motivation à transmettre a needsrh@gmail.com

Date limite de recevabilité le 18/07/2018

Une société de la place exerçant dans le domaine des BTP et adductions d'eau recherche pour les besoins de services :

Poste : une secrétaire de direction bilingue

Niveau d'étude : BTS en Secrétariat.

Expérience : minimum 2 ans d'expérience à un poste similaire

Lieu d'affectation : Yaoundé

Salaire : (à négocier)

Profil :

- Etre courtoise et ouverte d'esprit ;
- Etre capable de travailler sous pression ;
- Etre disponible
- La maitrise de l'élaboration des devis quantitatif et estimatif des projets serait un atout.
- Responsabilités et domaines de compétences :

Responsabilités :

- Ouverture et fermeture des locaux de la structure ;
- Accueil et orientation les usagers ;
- Organisation du planning du Directeur Général et de certains responsables de la structure ;
- Rédaction les dossiers d'appels d'offres ;
- Etablissement des devis ;
- Rédaction des supports de communication (rapport, compte rendu, demande d'explication, ...)
- Traitement l'information (collecte, classement et mise à jour) ;
- Assurer la transmission des informations en interne et en externe (décisions, notes de services...)
- gestion administrative des contrats ;
- Organisation des déplacements professionnels ;
- Préparation et organisation des réunions ;
- Gestion administrative du courrier ;
- Gestion et approvisionnement des fournitures (les commandes, achat, répartition).

Compétences

- Outils bureautiques ;
- Gestion administrative ;
- Normes rédactionnelles ;
- Méthode de classement et d'archivage ;
- Modalités d'accueil ;
- Technique de prise de note ;
- Technique de numérisation.

Bien vouloir faire parvenir votre lettre de motivation + CV + copies de diplôme à l'adresse suivante gmc.hydrotech@yahoo.fr au plus tard le 30 Juin 2018 à 18h

Seules les candidatures retenues seront convoquées pour des entretiens.

Dans le cadre de la vulgarisation et la commercialisation de ses produits, l'entreprise AGRIKOSS SARL spécialisée dans l'agroindustrie recherche des commerciaux des deux sexe (filles / garçons) pour la ville de Yaounde.

Les critères sont :

Être âgé entre 18 - 30 ans

Avoir une bonne maîtrise de la langue française(être bilingue est un atout)

Bonne présentation physique

Maîtrise de technique commerciale

Maîtrise d'internet , suite office

Mission :

Conquérir de nouveaux clients

Faire le suivi des clients conquis

Participer au développement de l'activite commerciale

Date limite des dépôts de dossier 30/06/2018

Bien vouloir nous parvenir votre CV a l'adresse suivante

Email : dimitriabomo@gmail.com

Appel : 691 36 75 90 - 673 45 94 80

Les annonces sont reçues
avec justification d'identité

par téléphone

699 703 025

par courriel

journal60minutes@gmail.com

dans nos bureaux

Mendong Entrée Simbock,
Yaoundé - Cameroun

Tarif de la ligne Francs CFA TTC :
5000 Francs CFA jusqu'à 25 lignes
10 000 Francs CFA à partir de 26 lignes

Immobilier

Appartement nouvellement construit à
louer au quartier Essos à Yaoundé. Situé
à 100 mètres de la route.

- 01 salon
- 02 chambres
- 01 douche
- 01 cuisine
- 01 parking
- Barrière
- Placard
- Prix : 80.000 Fcfa par mois

Contact : 677298732

Boutiques à louer au quartier Mimbo-
man à Yaoundé. Elles sont situées en bordure
de route à quelques encablures du marché
Mimboman.

Contact : 694 794 463

Terrain titré à vendre à Nkoloulou par
Soa, derrière la Radio bonne nouvelles.

Détails :

- Superficie : 2000 m2
- Situé à 300 m de la route
- Quartier habité
- Eau et électricité disponibles
- Terrain titré
- Prix : discutable
- Contact : 699543070

Studio à louer à Fougerolle 40.000
FCFA/mois: 6 mois de loyer + 1 mois
de caution. NB: Service immobilier
699735879/675675977/694097595
- chambre, salon, cuisine, douche
barrière, avec parking.

modalité immo:

- Visite: 5000 F
- Commission

Appartement haut standing à Jouvence
100.000 FCFA/mois: 4 mois de loyer + 2
mois de caution. NB: Service immobilier
699735879/675675977/694097595
- 2 chambres, salon, cuisine, 2 douches
barrière, avec parking.
modalité immo:

- Visite: 5000 F
- Commission: 1 mois de loyer

Terrain titré à vendre à Bastos accès
facile et bitumé

Site plat

Superficie : 300 m²

Contact : 668 199 358

Souvenir

05 juin 2005-05 juin 2018!!!!!!

13 ans déjà que notre Père Céleste t'a
rappelé à Lui papa. Toute une vie sans toi!
Que de moments durs où nous aurions
aimé nous appuyer sur ton bras fort. Que
de moments heureux que nous aurions
aimé pouvoir partager avec toi papa. Nous
tes enfants, ta famille, rendons grâce à
Papa God de t'avoir accueilli à son côté.
Nous Lui rendons également grâce de
nous avoir donné la force de surmonter
cette épreuve.

Annonces

[Exclusivité]

C'est lancé avec la 2è édition des « ateliers
de carrières »

Nous vous l'avions promis, alors chose
promise chose due.

Ce 23 juin, nous vous donnons rendez-vous
à la chambre de commerce à Yaoundé
de 8h à 16h pour rencontrer de nouvelles
personnalités inspirantes, partager et se
motiver davantage.

Plus d'informations sur les modalités de
participation dans les jours qui suivent.

Offre de service

Coiffure à Domicile

Acteur du marché de la coiffure et du style
depuis plusieurs années, King's Look se
définit aujourd'hui comme le chantre de
la coiffure à domicile.
Coiffez-vous désormais chez vous aux
prix habituels.

Contact : 677 760 666

Évènement culturel



**VENDEZ OU ACHETEZ LA VOITURE DE VOS REVES
PROFITEZ DE LA CAMPAGNE GRATUITE**



Site web: afrikauto.com

www.facebook.com/Afrikauto-204011633700139

60 Minutes

Journal d'informations générales

Journal numérique distribué
gratuitement à plus de 4
millions de lecteurs sur Yahoo,
Gmail, WhatSapp, Hotmail,
Facebook, etc.

Contact :

Tel : 699 703 025

Email : journal60minutes@gmail.com